

## ALI BENFLIS À PROPOS DES CONCLUSIONS DE L'UE SUR LES PRÉSIDENTIELLES :

# «Ce rapport rejoint intégralement notre livre blanc sur la fraude»

**Ali Benflis a longuement commenté, hier, via un communiqué, le rapport de la mission d'observation de l'Union européenne sur les dernières élections présidentielles du 17 avril 2014. Un rapport, écrit l'ancien chef du gouvernement «accablant et affligeant (et qui) révèle toutes les instrumentalisation-manipulations frauduleuses dont a fait l'objet ce scrutin» de la part du pouvoir, au profit de Abdelaziz Bouteflika, s'entend.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Pour Ali Benflis, le concurrent le plus sérieux du candidat «officiel» en avril 2014, le rapport de la mission d'observation de l'Union européenne «vient s'ajouter au constat établi par "The Electoral Integrity Project" et qui a valu à notre pays le classement à la peu honorable 103<sup>e</sup> place du point de vue de la transparence, de la régularité et de la sincérité des processus électoraux».

Les présidentielles d'avril 2014, pour rappel, ont été certainement les plus atypiques du genre. En Algérie et ailleurs. Victime d'un terrible AVC une année auparavant, Abdelaziz Bouteflika n'en avait pas moins maintenu son projet de s'offrir un quatrième mandat en dépit des lourdes séquelles de son accident de santé.

Un projet qui donnera lieu à un passage en force qui n'épargnera ni le gouvernement, ni le Conseil constitutionnel, ni même

la classe politique comme ce changement imposé à la tête du FLN ou alors le réaménagement opéré au sein même des services de sécurité. Ali Benflis, qui, comme en 2004, aura eu affaire à toute la machine du pouvoir, était bien sûr la principale victime de «l'assaut», version 2014.

Lui-même avait d'ailleurs eu à dénoncer la fraude électorale et à en faire un livre blanc, rendu public le 30 septembre 2014. «Le rapport de la mission d'observation de l'Union européenne invitée par le gouvernement algérien lui-même rejoint intégralement le livre blanc dans l'identification de tous les mécanismes mis en place et de tous les instruments auxquels a eu recours le régime politique en place à l'effet de dénaturer et de fausser le dernier scrutin présidentiel», écrira ainsi Benflis dans son communiqué.

Et d'expliquer : «Qu'il s'agisse du contexte politique propice à la fraude qui a été créé, des rema-



Benflis mène une opposition frontale avec Bouteflika.

niements institutionnels qui ont été opérés pour faciliter cette fraude, de l'instrumentalisation de ces mêmes institutions à l'effet de conduire et de couvrir toutes les opérations frauduleuses, de la mise au pas de l'administration ou de la soumission de tout le contentieux électoral au bon vouloir de l'appareil politico-administratif en place», le rapport de l'Union européenne rejoint les constats du livre blanc. Aussi, notera encore Benflis,

outre les carences relevées, «le rapport de la mission de l'UE et le livre blanc se rejoignent, enfin, sur la nécessité de l'instauration d'une autorité indépendante pour les élections, comme voie obligée devant mener au démantèlement du véritable système de fraude électorale qui s'est implanté dans notre système politique et au respect des engagements internationaux et régionaux souscrits par notre pays au titre de la conduite de tous les

processus électoraux sous le contrôle d'une institution nationale indépendante, impartiale et transparente».

L'ancien chef du gouvernement qui, depuis son retour au-devant de la scène n'a jamais cessé de mener une opposition frontale à Bouteflika, «frappera» encore au sujet d'un point sensible et qu'il ressort à chacune de ses interventions publiques : «la vacance du pouvoir» ! Une vacance, écrira-t-il, que «le régime en place a cru pouvoir impunément reconduire et dont la réalité se révèle jour après jour (...) et qui a parié sur le fait qu'à l'intérieur comme à l'extérieur, les résultats faussés des élections finiront par être acceptés et les conditions de leur obtention oubliées (...) paye aujourd'hui le prix fort de ces faux calculs».

Ali Benflis conclura sa sortie en insistant sur «la crise de régime à laquelle le pays est actuellement confronté», ne manquant pas de préconiser une impérative «relégitimation de toutes les institutions».

A commencer, bien sûr par la plus importante d'entre elles, l'institution présidentielle dont Ali Benflis ne cesse de dénoncer la vacance.

K. A.

## L'ENGAGEMENT DE LA PRÉSIDENTE DU CRA :

### «Il faut en finir avec l'assistanat»

Parce qu'il constitue, selon elle, la pire des atteintes à la dignité humaine, la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA) exprime toute son aversion à l'endroit de l'assistanat.

«Il faut en finir avec le couffin du Ramadan», dira Saïda Benhabylès, hier mercredi, au sortir d'une audience avec le président de l'APN.

Un assistanat que supposent la mendicité et la vulnérabilité, deux phénomènes qui prennent de l'ampleur ces derniers temps et auxquels la présidente du CRA affirme sa détermination à mener une guerre. Dans ce sens, elle fera part d'un inventaire en cours des personnes vulnérables et d'une journée d'étude dédiée à la mendicité.

De concert avec le ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, cette journée qui verra la participation de nombre d'intervenants, selon Benhabylès, sera l'occasion d'éplucher le phénomène au «cas par cas».

Par rapport à son entrevue avec Mohamed-Larbi Ould-Khelifa, la présidente du CRA, cet auxiliaire des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, soutiendra avoir présenté au président de l'APN le bilan de son action une année après son intronisation à la tête de cet organisme et de son plan d'action pour les mois à venir.

M. K.

## POUR ELLE, BOUCHOUAREB EST UN DES PORTE-VOIX DE LA CLIQUE OLIGARCHIQUE

# Hanoune monte encore d'un cran

**Du tac au tac, Louisa Hanoune n'a pas tardé à rebondir après la violente riposte, mardi, du ministre de l'Industrie. La SG du PT a considéré, hier, que Abdeslam Bouchouareb n'est finalement qu'un des porte-voix de «la clique oligarchique».**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Louisa Hanoune monte encore d'un cran dans la prise de bec engagée avec le cercle présidentiel, et qu'elle baptise désormais «clique oligarchique».

C'est par le biais du secrétariat de son bureau politique que la SG du PT a d'abord considéré que Abdeslam Bouchouareb a perdu «son devoir de réserve de ministre de la République», en tenant des «propos abjects à l'encontre du parti».

Des propos qu'elle juge, d'ailleurs, dans un communiqué rendu public, «indignes d'un ministre de la République et relevant même de la baltaga». Abdeslam Bouchouareb avait, en effet,

réagi ce mardi aux déclarations de Louisa Hanoune qui l'a accusé de brader le secteur public à un cercle restreint d'hommes d'affaires, lesquels parleraient au nom du frère cadet du Président, Saïd Bouteflika.

Le ministre lui avait reproché, elle et son parti, de faire dans «la manipulation» et la «clownerie politique». Il avait même osé la qualifier de «missionnée».

Une violente riposte que le Parti des travailleurs considère injustifiée et se demande : «Est-ce parce que le PT dénonce et se bat contre le règne de l'oligarchie, qui signifie que toutes les institutions de l'Etat et y compris le Parlement soient soumis à la seule loi du profit, à la loi du Talion ?»

Visiblement offensé par la réaction du ministre, le secrétariat du bureau politique du PT livre son interprétation d'un tel précédent : «L'attitude du ministre ne confirme-t-elle pas les craintes exprimées par la SG du PT sur le climat ambiant créé par les agissements de l'oligarchie qui veut faire taire



Hanoune offensée par l'attitude de Bouchouareb.

toute voix discordante ?» Le Parti des travailleurs va encore plus loin et indique que «les contours de la clique oligarchique se dessinent et sa composante se précise».

D'où, d'ailleurs, ce qui apparaît désormais clairement à Louisa Hanoune : «Monsieur Abdeslam Bouchouareb en est l'un des porte-voix (clique oligar-

chique, ndlr).» Enfin, elle lui rappelle que le président de la République et le Premier ministre ont eu à le recadrer sur la volonté de l'Etat de ne pas céder aux pressions de l'étranger et abroger la règle des 51/49%, lorsque celui-ci déclarait à partir de la France et des Etats-Unis la mise à mort de cette règle.

M. M.